



République du Bénin

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

ALLOCUTION DE SON **E**XCELLENCE

Monsieur le Ministre de l'Environnement et de la Protection de la
Nature du Bénin, Justin Sossou ADANMAYI

A L'OCCASION

DE LA 15^{EME} **C**ONFERENCE DES **P**ARTIES A LA **C**ONVENTION
CADRE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES ET DE LA 5^{eme} CONFERENCE DES PARTIES
AGISSANT COMME REUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE
KYOTO

COPENHAGUE (DANEMARK), LE 17 DECEMBRE 2009

- ✓ Excellence Monsieur le Président de la Conférence,
- ✓ Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- ✓ Mesdames et Messieurs,

C'est un immense plaisir pour moi de prendre la parole devant cette auguste assemblée constituée de sommités politiques et scientifiques sur une thématique dont l'importance est capitale pour l'avenir de l'humanité.

Avant tout propos, je voudrais, au nom du Président de la République, le Dr Thomas Boni YAYI, du peuple béninois et de son gouvernement, remercier solennellement les hautes autorités et le brave peuple danois pour la qualité de l'accueil réservé à la délégation du Benin et à moi-même depuis notre arrivée sur cette terre hospitalière du Royaume du Danemark.

Je voudrais, par ailleurs, adresser mes plus chaleureuses félicitations à Monsieur le Président pour sa brillante élection à la tête de cette conférence. Je mesure pleinement l'immensité de la tâche qui lui incombe et j'ai espoir que grâce à ses qualités exceptionnelles avérées, il accomplira dignement cette noble mission que la communauté internationale vient de lui confier.

Je tiens aussi à exprimer mes remerciements au Secrétaire Exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et à toute son équipe pour le professionnalisme dont ils ont fait montre dans la préparation et le déroulement des travaux de la Conférence.

- ✓ Excellence Monsieur le Président de la Conférence,
- ✓ Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- ✓ Mesdames et Messieurs,

Les Changements climatiques constituent incontestablement le défi le plus important pour chacun de nos Etats, eu égard à leurs impacts sur les principaux moteurs de développement que sont l'homme et les différents écosystèmes qui lui sont vitaux pour assurer son plein épanouissement. Il en est de même de nos Etats respectifs que nous représentons.

C'est pourquoi nous ne devons ménager aucun effort pour parvenir, dans cette belle ville de Copenhague, à un ensemble de décisions qui satisfassent nos peuples et populations vivant de plus en plus sous la hantise de risques climatiques pervers et graves.

Nous sommes devant nos responsabilités de dirigeants, celles d'assurer le bien-être de nos peuples et d'instaurer un régime climatique cohérent, stable, juste et équitable, conformément aux principes cardinaux de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques dont notamment celui des responsabilités communes mais différenciées et celui du leadership des pays développés dans la lutte contre les changements climatiques.

A cet égard, le Gouvernement du Benin que j'ai l'honneur de représenter ici tient, sur la base des données scientifiques dont notamment celles du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) et des circonstances nationales, à voir, dans les prochains instruments juridiques internationaux relatifs respectivement à l'Action Concertée à long terme et aux nouveaux engagements des Parties de l'Annexe I, les éléments clés suivants :

1. la mise en place d'un mécanisme financier international robuste, doté d'un mode de gouvernance transparent, efficace, stable et prévisible afin de pouvoir faire face aux énormes besoins en ressources financières que nécessite la lutte contre les changements climatiques. En effet, la question des financements et d'investissement est fondamentale dans la réussite de la mise en œuvre des politiques et mesures relatives à l'adaptation, à l'atténuation, aux transferts de technologies et au renforcement des capacités. Selon plusieurs études, un besoin de financement d'au moins 100 milliards de Dollars américains par an d'ici 2020 est nécessaire pour des programmes qui permettront de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des pays en développement, face aux impacts actuels et projetés des changements climatiques. En l'absence d'objectifs ambitieux et juridiquement contraignants d'atténuation de tous les pays développés, tels que

recommandés par la science, ces besoins financiers seront nettement plus élevés.

2. Sans occulter l'importance de l'atténuation, l'adaptation constitue la priorité du Bénin. Aussi voudrais-je souligner l'importance de la mise en œuvre diligente des mesures prioritaires d'adaptation définies dans les Programmes d'Action National pour l'Adaptation aux changements climatiques. Le financement du Fonds PMA doit être substantiellement accru pour pouvoir mettre en œuvre plus d'une mesure prioritaire. Afin d'apprécier le niveau réel de la vulnérabilité de nos pays, il s'avère impérieux de favoriser la création de centres régionaux d'excellence sur la vulnérabilité et l'adaptation et dont l'une des missions sera de développer des paquets de mesures adaptatives appropriées à chaque zone agro écologique tant au niveau national que régional.
3. A mon avis, la meilleure solution, à long terme dans la lutte contre les changements climatiques, est l'atténuation. En effet, sans une réduction sensible des émissions de gaz à effet de serre, on n'aurait pas traité la cause première et directe des changements climatiques. C'est pourquoi, le Bénin soutient qu'il est vital que les pays développés jouent pleinement leur rôle de leadership dans la lutte contre les changements climatiques en réduisant d'au moins 45 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici à l'an 2020 par rapport à l'année de référence 1990, et de 95 % d'ici à l'an 2050. Un tel engagement aura l'avantage de maintenir l'augmentation de la température mondiale à 1, 5° Celsius, seuil supportable par les pays les plus vulnérables comme le Bénin. L'atténuation ne saurait être la charge exclusive des pays développés comme le preconise le Plan d'Action de Bali. C'est pourquoi mon Gouvernement est favorable aux mesures d'atténuation appropriées au niveau national, mais celles-ci doivent bénéficier d'un appui financier et technologique adéquat de la part des partenaires au développement avec l'application de l'approche de Mesurabilité, de Rapportabilité et de Vérification des actions et soutiens. Ces mesures renforceront les différentes initiatives prises par le Bénin et qui méritent d'être connues de la communauté

internationale. A titre illustratif, je citerai le Programme Spécial de Reboisement et de Restauration des Terres d'un coût de 300 millions de F CFA soit environ 667 000 \$ américains sur budget propre et qui couvre l'ensemble du territoire national. Je suis persuadé que cette mesure d'atténuation conduite sous le régime du NAMA connaîtra un impact plus important. D'autres initiatives de cette nature sont légion dans le pays mais dont on ne mesure pas toute la contribution dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

4. Conformément aux mandats des groupes spéciaux de travail, il importe que la Conférence de Copenhague arrive à adopter des accords juridiques contraignants sur le régime climatique post 2012 tant au plan financier qu'au plan des engagements chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour les pays de l'annexe I et des encouragements d'actions appropriées pour les pays non annexe I.

- ✓ Excellence Monsieur le Président de la Conférence,
- ✓ Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- ✓ Mesdames et Messieurs,

Lors du segment ministériel de la treizième Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques en décembre 2007 à Bali, le Bénin a indiqué qu'il organisera un dialogue sous-régional des pays membres de la Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les changements climatiques dans le courant de l'année de 2008. Cette Conférence qui s'est tenue du 18 au 22 octobre 2008, grâce aux concours financiers de divers partenaires parmi lesquels le PNUD, le PNUE, la GTZ, la Commission de la CEDEAO, le CRDI, a permis de jeter les bases d'une dynamique nouvelle entre les quinze pays membres de l'espace CEDEAO pour aborder la question des changements climatiques. De même, cette conférence a été une opportunité pour la préparation des sessions des conférences des parties en vue de la prise en compte de leurs préoccupations prioritaires lors de ces sessions.

L'un des principaux résultats de cette rencontre, est l'adoption de la Déclaration de Cotonou sur les Changements Climatiques, dans laquelle les Etats membres de cette communauté économique ont décidé :

- d'institutionnaliser le Dialogue sous régional comme un instrument permanent de réflexion, de concertation et de consultation entre les experts et les décideurs politiques (Gouvernement, Parlement et Autorités locales) ainsi que la société civile et le secteur privé dans le but de formuler une position concertée au niveau des pays de la CEDEAO dans le cadre des négociations internationales relatives aux Changements Climatiques ;
- de mettre en place des plates-formes d'observation permanentes et de prévisions météorologiques et océanographiques le long des côtes de l'espace CEDEAO tout en renforçant les réseaux de stations terrestres ;
- de soutenir le renforcement d'une institution existante de l'espace CEDEAO s'occupant des questions des changements climatiques en vue d'en faire un centre de référence en calcul numérique et de modélisation climatique.

En application des recommandations de cette Déclaration, le Bénin a abrité du 14 au 16 septembre 2009, sur financement de la Commission de la CEDEAO, une réunion préparatoire des points focaux et autres experts sur le climat. Cette rencontre a permis d'analyser les questions clés en négociation sur le climat et d'harmonier les positions. De même, pour rendre opérationnelle l'acceptation de l'offre du Bénin d'abriter le centre de calcul numérique et en modélisation climatique, le Gouvernement béninois a pris les mesures nécessaires à cet effet, en choisissant notamment l'Institut de Mathématiques et de Sciences Physiques de Dangbo au Bénin qui dispense des formations doctorales dans ces disciplines et en inscrivant des crédits subséquents dans le budget national.

Toutes ces actions, Monsieur le Président de la Conférence, traduisent la volonté sans équivoque du Gouvernement du Bénin de placer les changements climatiques au centre des priorités du Bénin dans sa stratégie de développement.

Dans cette dynamique, le Bénin est pleinement solidaire des différentes décisions prises dans ce cadre au cours des différentes rencontres tenues au niveau du continent africain.

J'ai la conviction que tous les dirigeants ici présents affichent la même volonté et par conséquent saisiront cette occasion solennelle où tous les regards sont focalisés sur eux, pour faire de la Conférence de Copenhague une réussite et un tournant décisif dans le combat pressant et nécessaire contre les changements climatiques.

Je reste confiant quant à la capacité de chacun de nous à mettre en place un régime climatique post 2012 ambitieux, équitable, juste et efficace, permettant d'atteindre l'objectif ultime de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Je vous remercie.